

NRJ



Canadian
HIV/AIDS
Legal
Network | Réseau
juridique
canadien
VIH/sida

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Numéro 38 | juillet 2010

Le Symposium, une réussite

Près de 200 militants, responsables de politiques, chercheurs et juristes se sont rassemblés de nouveau, cette année, pour le Symposium sur le VIH, le droit et les droits de la personne, présenté par le Réseau juridique. Un des nombreux points saillants et émouvants fut la conférence publique du **D^r Michel Kazatchkine, directeur général du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, qui a expliqué pourquoi le Canada et les autres pays du G8 devraient hausser leurs contributions au Fonds mondial. Il a également offert maints exemples de cas où la lutte contre le VIH/sida doit inclure un plaidoyer pour les droits humains – par exemple la revendication de l'accès aux antirétroviraux pour les gens des pays en développement, et à des services de santé comme les sites d'injection supervisée pour les personnes qui font usage de drogue, de même que l'abrogation des lois qui criminalisent les hommes gais, et la fermeture des centres de détention obligatoire pour la toxicomanie où des gens sont victimes d'abus au nom de « traitements de la dépendance ». Vous pouvez entendre le discours du D^r Kazatchkine ou en lire le texte complet à www.aidslaw.ca/lesymposium > Conférence publique.

La même soirée, nous avons honoré le juriste **Ralf Jürgens**, en lui décernant le Prix canadien de 2010 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains, présenté conjointement par le Réseau juridique et Human Rights Watch. Connu de la communauté, Ralf est depuis longtemps un porte-flambeau de la lutte contre le VIH/sida et pour les droits humains, pratiquement dans toutes les régions du globe. Notamment, il a cofondé le Réseau juridique et en fut directeur général de 1998 à novembre 2004. Dans le sillage de ses nombreuses contributions aux politiques et droits humains liés au VIH/sida, Ralf poursuit aujourd'hui son plaidoyer sur la scène mondiale, notamment dans des dossiers comme les droits humains des personnes qui font usage de drogue et des personnes en prison ou dans d'autres établissements de détention. Pour plus de renseignements sur les Prix et leurs lauréats, consultez <http://www.aidslaw.ca/prix>. (Par ailleurs, le Prix international de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains sera décerné ce mois-ci à Vienne, à l'occasion du Congrès international sur le sida.)

En outre, les participants au Symposium ont pu entendre plusieurs experts et activistes de la communauté présenter leurs réflexions et travaux concernant la criminalisation de l'exposition au VIH, les politiques canadiennes sur le VIH dans l'immigration, les droits génésiques des femmes ainsi que le logement. Un compte-rendu complet du Symposium fera partie du numéro d'automne de la *Revue VIH/sida, droit et politiques*, que publie le Réseau juridique. Dans notre planification de l'avenir du Symposium, nous apprécierions toute suggestion de votre part : écrivez-nous vos commentaires et vos suggestions pour le prochain programme, à info@aidslaw.ca.

Retour sur l'année

Dans le cadre du programme du Symposium 2010, l'assemblée générale annuelle des membres a permis de présenter le **rapport annuel** 2009-2010 du Réseau juridique. Vous pouvez le consulter en ligne à www.aidslaw.ca/rapportannuel ou nous faire la demande d'autres exemplaires imprimés.

« Aujourd'hui plus que jamais »

À ce jour, plus de 700 organismes de lutte contre le VIH/sida, aux quatre coins du monde, ont exprimé

leur appui à la déclaration **Les droits humains et le VIH/sida : aujourd'hui plus que jamais**, afin que les droits humains soient placés au cœur de la riposte mondiale au sida. Cette déclaration conjointe expose dix raisons pour lesquelles la protection des droits humains est cruciale à la santé publique, en particulier lorsqu'il s'agit d'une affection comme le VIH qui touche les populations et individus les plus marginalisés.

La campagne *Aujourd'hui plus que jamais* a pris de l'ampleur, depuis son lancement lors du Congrès international sur le sida de 2006, et elle sera très visible encore à la XVIII^e édition de ce congrès, qui a lieu cette année à Vienne (en juillet) : des activistes et autres sympathisants trouveront un riche programme à la Zone de réseautage sur les droits humains, dans le Village global de SIDA 2010, une initiative du Réseau juridique et de l'Open Society Institute, appuyée par la Levi Strauss Foundation et l'Open Society Initiative for Southern Africa. Les droits humains auront aussi une place de choix au cours du congrès : une marche, un ralliement historique et un concert pour les droits humains sont au programme de la soirée du mardi 20 juillet. Pour ajouter votre nom à la liste de signataires de la déclaration et pour consulter celle des activités touchant les droits humains à SIDA 2010, consultez www.hivhumanrightsnow.org.

Le Réseau juridique en action au congrès SIDA 2010

Outre son rôle d'hôte à la Zone de réseautage sur les droits humains, le Réseau juridique coprésidera à une séance satellite sur la criminalisation, conjointement au GNP+ et à la NAM, et présentera ses propres travaux de recherche et de plaidoyer pour les droits humains, au congrès. Consultez www.aidslaw.ca/sida2010 pour une vue d'ensemble des activités que prépare le Réseau juridique, pour le congrès de Vienne, et les détails pertinents.

La Déclaration de Vienne

La Déclaration de Vienne vise à améliorer la santé et la sécurité des communautés en revendiquant la prise en compte des données scientifiques, dans les politiques sur la drogue illicite. Chercheurs, professionnels de la santé et membres du public sont invités à appuyer ce document, de manière à porter ces enjeux à l'attention des gouvernements et des agences internationales, et de souligner l'urgence et l'importance mondiales de procéder à une réforme des politiques en matière de drogue. La déclaration a été rédigée par une équipe d'experts internationaux, à l'initiative de l'International AIDS Society (www.iasociety.org), de l'International Centre for Science in Drug Policy (ICSDP) (www.icsdp.org) et du BC Centre for Excellence in HIV/AIDS (www.cfenet.ubc.ca). Pour lire la Déclaration et l'appuyer : www.viennadeclaration.com.

Campagne pour la réforme du RCAM

Le Parlement a ajourné ses travaux pour l'été, mais nous avons besoin de vous pour aider à bâtir des appuis aux Communes afin que soit adopté le Projet de loi d'initiative privée C-393, qui propose de simplifier le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) créé en 2004 pour aider à exporter des médicaments génériques à moindre prix, à des pays en développement. Le projet de loi est supposé être analysé par le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie, lorsque les parlementaires retourneront à Ottawa cet automne. En mai nous avons rapporté que le Comité avait reçu 2 000 cartes postales, une quantité jamais vue. Il en a à présent reçu plus du double : quelque 5 500 cartes postales! Continuez d'en envoyer. Pour en recevoir des exemplaires à distribuer lors de vos événements, ou à vos membres, communiquez avec notre coordonnatrice du rayonnement, Lindsey Simms, à lsimms@aidslaw.ca.

L'été est une excellente période pour s'entretenir avec nos députés, puisqu'ils sont dans leur circonscription. Dites-leur que le Projet de loi C-393 aiderait à faire en sorte que des médicaments plus abordables contre le sida soient fournis aux personnes de pays en développement qui en ont désespérément besoin. Notre campagne dépend de votre implication : il faut un bassin plus vaste d'appuis aux réformes proposées, compte tenu de la puissante opposition du lobby des compagnies pharmaceutiques titulaires de brevets ainsi que de certains députés. Vérifiez comment votre député-e a voté en deuxième lecture du Projet de loi C-393 (www.aidslaw.ca/rcam). S'il a voté pour l'étude du projet de loi au comité, svp l'en remercier et lui demander son appui continu; s'il s'est absenté au moment de ce vote, signalez que vous souhaitez qu'il appuie ce projet de loi; et s'il a voté contre le projet de loi,

exprimez-lui votre désaccord, demandez-lui de revoir sa position et signalez que vous suivrez le vote du Parlement. Pour d'autres renseignements sur le RCAM et la campagne pour sa réforme, consultez www.aidslaw.ca/rcam.

Commission mondiale sur le VIH et le droit

Notre directeur général, **Richard Elliott**, a été invité à siéger au Groupe consultatif technique qui assiste la Commission mondiale sur le VIH et le droit (<http://www.undp.org/hiv/commissiononhivandthelaw/index.shtml>) que vient d'établir le PNUD. À New York en avril, lors de la première rencontre, Richard a retrouvé sa prédécesseure, Joanne Csete, qui fait aussi partie de ce groupe d'experts présidé par l'éminent Michael Kirby, juge à présent retraité de la High Court of Australia. *The Guardian* a récemment publié un commentaire du prof. Matthew Weait (<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/libertycentral/2010/jul/02/law-should-not-reinforce-hiv-stigma>), aussi membre de ce groupe consultatif, à propos d'enjeux qu'abordera la commission.

Nouvelle collègue

C'est avec grand plaisir que nous avons accueilli dans notre équipe **Gennet Campbell**, la nouvelle adjointe administrative du Réseau juridique. Entrée en fonction à la veille du Symposium, elle apporte un bagage de 10 ans d'expérience multisectorielle (gouvernementale, privée et à but non lucratif) et de deux ans à titre de bénévole auprès du Comité du sida d'Ottawa.

Conseil d'administration : changements et élections

C'est pour nous un grand plaisir, aussi, que d'accueillir **Louis Letellier de St. Just** au sein de notre conseil d'administration, à la suite de notre récente a.g.a. Louis est un militant aguerri, doublé d'un avocat qui exerce le droit depuis près de trois décennies, entre autres dans les domaines de la santé et des droits de la personne. Il est actuellement président du conseil d'administration de CACTUS-Montréal, centre bien connu d'action communautaire pour les personnes qui font usage de drogue, de même que pour les jeunes et d'autres groupes marginalisés. Louis est également membre du comité d'experts de l'OMS sur la santé mentale et les droits de la personne.

Par ailleurs, **Le-Ann Dolan** vient de compléter à l'a.g.a. son dernier mandat au conseil d'administration du Réseau juridique, après nombre d'années de dévouement. Son départ coïncide pour elle avec un nouvel emploi : elle a quitté l'AIDS Committee of Toronto pour un poste pour le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale (GTCVRS). Nous remercions Le-Ann et lui souhaitons beaucoup de succès dans ce nouveau défi – et puisque nous partageons des bureaux avec le GTCVRS, nul doute qu'elle sera encore bien au fait des projets du Réseau juridique.

Hommages à Albert

Nous sommes attristés par le décès d'**Albert Martin**, survenu alors qu'il participait à notre récent Symposium à Toronto. Militant de longue date de la cause du VIH/sida, Albert était fondateur et directeur du portail d'actualités et forum d'opinions Fréquence VIH (www.frequencevih.ca). Nous offrons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches, y compris ses anciens collaborateurs à Fréquence VIH. Un service commémoratif aura lieu à Chicoutimi le 12 juillet. Pour les détails, téléphoner au 418-545-2643. Pour envoyer un message de condoléances : ange@afdr.info. Nous espérons que vous serez nombreux à joindre le Réseau juridique en faisant un don à la cause désignée, soit Fréquence VIH (www.frequencevih.ca).

Et, pour terminer...

Le Réseau juridique compte sur une diversité de financement, pour son travail de promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH et des communautés vulnérables à celui-ci. Les dons d'individus sont une source importante de dons qui contribuent à notre indépendance. Veuillez considérer de faire un don, déductible du revenu imposable, en consultant www.aidslaw.ca/dons.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida
1240, rue Bay, bur. 600
Toronto (Ontario) Canada M5C 3A5
Téléphone : +1 416 595-1666
Télécopieur : +1 416 595-0094
Courriel : info@aidslaw.ca
Internet : www.aidslaw.ca

© 2010 Réseau juridique canadien VIH/sida